

Notiz vom John Cleve, Pata -
Landsdienst
Lopez: polit. Sekretariat
Botschaft Moskau

dodis.ch/58190
Div. PR, DPAE
ORC

Déjeuner offert par M. Ulrich Bremi, président du Conseil national en l'honneur de M. Leonid Kravtchouck, président du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine (4 février 1991 à l'Hotel Baur au Lac à Zurich)

K estime que la tension dans les pays baltes est due aux discriminations décidées par les forces nationalistes qui ont accédé au pouvoir. Ces discriminations s'exercent au détriment des minorités (russe, biélorusse, ukrainienne et polonaise). Les républiques baltes doivent abolir ces discriminations. K admet qu'il ne faut pas recourir à la force. Il reconnaît le droit à l'autodétermination des pays baltes. Il note cependant que les économies des trois pays sont fortement liées à celle de l'URSS.

K évoque sa rencontre avec M. Ruutel, président de l'Estonie au Symposium de Davos. Ce dernier lui a dit que l'Estonie pourrait adhérer à l'URSS plus tard mais pas sous la pression.

Les trois républiques baltes refusent de prendre part au referendum du 17 mars sur l'avenir de l'URSS. K considère que c'est au peuple lituanien à décider et pas à M. Landsbergis tout seul.

Sur l'évolution de l'URSS, K estime qu'il n'est pas question d'une prochaine dictature. Avant la perestroïka, il n'y avait aucune liberté. Certes les forces conservatrices freinent mais il faut se rendre compte que l'Histoire n'est pas aussi rectiligne que la perspective Neva... Certains ont usé de la liberté de presse sans aucune responsabilité. Le Parlement ukrainien, communistes et mouvement nationaliste Rouk ~~confus~~, joue la carte de la stabilité qui garantit la sécurité.

A la question de savoir ce qui se passerait si une majorité de "non" sortait des urnes le 17 mars, K estime qu'il n'y "aurait plus d'URSS". Il estime toutefois la question mal posée mais l'Ukraine ne boycottera pas cette consultation.

Bien que disposant d'un siège à l'ONU, l'Ukraine n'a pas de politique étrangère propre et ne se considère pas comme un Etat souverain.

K dit que la catastrophe de Tchernobyl pèse sur le peuple ukrainien. Son pays souhaite qu'une initiative de grande ampleur soit prise pour éviter le retour de tels accidents. Il estime qu'il faut développer la protection civile. Mme l'ambassadeur Novojilova indique que M. Cotti est favorable à cette initiative. K précise que l'aide en médicaments n'a pas toujours été appropriée.

Au sujet de l'économie, K indique que l'Ukraine entend favoriser le vote d'une loi sur la propriété et les investissements. Une loi sur la création d'entreprises dont le capital serait totalement en mains étrangères est en préparation. L'Ukraine a un grand besoin d'énergie et construit une centrale à charbon. Elle cherche des partenaires sur le plan technologique. L'économie est très axée sur l'industrie lourde. Tout est rendu difficile par l'absence de devises.

K estime que la Suisse pourrait apporter beaucoup à l'Ukraine en ce qui concerne les mécanismes de la démocratie directe. Il indique qu'un séminaire s'est tenu l'an dernier à Kiev avec la participation de M. Furgler dont la contribution a été très appréciée. Il souhaite que des échanges parlementaires puissent avoir lieu.

La discussion porte également sur l'enseignement supérieur. 148 établissements d'enseignement supérieur existent en Ukraine.

Du côté suisse, M. Jagmetti, conseiller aux Etats, était présent

